

XII^e Année

N^o 131

Octobre 1937

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur : Georges Gvazava.

S O M M A I R E

<i>La voix des peuples opprimés.....</i>	G. G.
<i>Mémemorandum soumis à la S.D.N.....</i>	**
<i>Le pain, la paix, la liberté.....</i>	G. Vanko
<i>La terreur et les nationalités en URSS.</i>	M. Danko
<i>Que se passe-t-il en Azerbaïdjan.....</i>	**
<i>L'éducation nationale en Ukraine au temps de Catherine II</i>	Prof. S. Siropolko
<i>La rentrée des classes en U.R.S.S.</i>	A. T.
<i>A travers les journaux.....</i>	**
<i>Chronique : Géorgie.— Azerbaïdjan.— Ukraine</i>	**
<i>Bibliographie</i>	**

Direction et Administration :

18, Bd du Montparnasse, 5, square du Croisic - Paris

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La voix des peuples opprimés

La Russie soviétique est contrainte à se démasquer complètement, à se montrer telle qu'elle est : le seul obstacle à la paix.

Sur le plan extérieur la Russie continue son jeu : elle se pose en champion de la paix. Rien ne serait plus louable si cette attitude était sincère. Mais l'astucieux Litvinov pousse jusqu'aux conséquences extrêmes l'idée de son pacifisme. C'est lui qui a mis en circulation la thèse meurtrière de la paix indivisible. Si une guerre éclate sur un point quelconque du globe, il faut organiser une croisade contre l'agresseur et même contre tout Etat qui, d'après la conception soviétique, présente un danger de guerre. En langage moins voilé cela veut dire que la France et l'Angleterre doivent immédiatement déclarer la guerre au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie. Pas moins.

Une autre idée lancée par le porte-parole de la Russie est non moins séduisante : c'est celle de la sécurité collective absolue. Mais on est bien obligé de reconnaître que cette idée poussée à l'extrême condamne les accords partiels ou bilatéraux entre

nations qui voudraient régler leurs rapports entre elles. Traduit en langage plus simple cela veut dire que, aussi longtemps que la sécurité collective ne sera pas établie sur le globe, les Puissances européennes, y compris naturellement la France et l'Allemagne, n'ont pas droit de procéder à un règlement de leurs différends quels qu'ils soient.

A Londres, au sous-comité de la commission de non-intervention dans les affaires d'Espagne, la Russie a été littéralement acculée au mur. Elle n'a pas voulu accepter la proposition franco-anglaise tendant à localiser la guerre et à éviter ainsi une conflagration pan-européenne. Mais c'est justement cette conflagration qui est le but de toute la politique des Soviets en Europe. Elle s'oppose à toute entente, elle s'efforce de brouiller les cartes, de raviver la haine et la suspicion entre nations, de les dresser les unes contre les autres non seulement par une propagande intense, mais par des actes de provocation évidents. Ce qu'elle veut c'est la guerre.

Mais pourquoi ? demandera-t-on.

Parce que à l'intérieur de la Russie il s'est créé d'insurmontables difficultés. Les exclusions, les destitutions, les condamnations qui se succèdent depuis un an et qui désorganisent tout l'appareil dirigeant du pays, ne peuvent que déceler une crise très grave. Cette crise, contrairement à ce qu'on en croit généralement, n'est pas seulement politique et idéologique, elle touche à la structure même de l'Union soviétique.

Après vingt ans d'expérience, le gouvernement de Moscou se voit contraint de reconnaître que tous les moyens susceptibles de sauver le régime sont déjà épuisés et qu'il court à pas accélérés vers son effondrement final. Les dirigeants ont le sentiment qu'ils sont menacés d'être ensevelis sous les décombres de cette « édification socialiste » qu'ils ont promené à travers le monde comme le dernier mot de la réalisation humaine sur la terre. Ils ont promis un paradis et c'est un enfer qu'ils ont créé ; ils ont promis du pain et c'est la famine qui sévit ; ils ont promis la liberté et c'est la liberté qui est bannie de la vie ; ils ont promis la paix et c'est la guerre qui continue sur tout le territoire de l'Union.

Cette guerre prend un caractère des plus atroces dans les pays envahis et occupés par l'armée rouge. L'Ukraine, le Caucase, le Turkestan, et d'autres régions encore sont devenus des champs de bataille, de cette lutte sanglante. Ces pays ne peuvent renoncer à leur culture millénaire qui s'oppose par sa substance même, morale et intellectuelle, à toute expérience soviétique ; ils ne peuvent pas non plus oublier leur in-

dépendance dont ils jouissaient hier encore. Ils se défendent contre la barbarie, mais celle-ci ne peut renoncer à ses méthodes cruelles pour réduire au silence toute opposition et s'approprier « tranquillement » le pétrole du Caucase, le coton du Turkestan et les céréales de l'Ukraine. Les ressources que les soviets retirent sont plus que suffisantes pour entretenir toute une armée d'agitateurs dans les pays démocratiques d'Occident, armée qui n'a d'autres buts que de semer la discorde, de déchaîner la guerre civile et, si possible, de provoquer une conflagration générale en Europe. Pour mettre fin à cet état de choses il n'y a d'autre moyen que de couper les sources vives qui alimentent cette inlassable et dangereuse activité des Soviets. Ce but ne peut être atteint qu'avec le rétablissement de la souveraineté des peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan. Qui ne voit pas que la liberté de ces peuples se confond avec les intérêts supérieurs de l'Europe.

C'est ce point de vue qui est mis au clair par le mémorandum, qu'on va lire ci-après, présenté à la Présidence de la S. D. N. Les représentants qualifiés des peuples opprimés élèvent une fois de plus leur voix pour attirer l'attention du monde sur la situation intenable de leurs pays et sur le danger de guerre qu'on ne saurait conjurer tant que l'intrusion soviétique ne sera pas éliminée de la politique européenne et que la plus élémentaire des justices ne sera pas rendue aux peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan.

G. G.

MEMORANDUM

Soumis à la présidence de l'Assemblée de la S. D. N.

le 23 Septembre 1937

Son Altesse Monsieur Aga Khan

Président de la XVIII^e Assemblée de la Société des Nations

GENÈVE

Monsieur le Président,

Nous soussignés, représentants des peuples du Caucase, (Azerbaïdjan, Caucase du Nord, Géorgie), du Turkestan et de l'Ukraine, avons l'honneur de présenter à Votre Altesse un exposé sur la situation actuelle en U. R. S. S. et plus particulièrement dans nos pays respectifs.

A plusieurs reprises nous avons soulevé le problème de la libération de nos peuples en insistant sur la situation intolérable et désespérée qui règne en U.R.S.S. Mais l'opinion publique mondiale, et la S. D. N. elle-même, semblaient croire que l'U. R. S. S. traversait une période de transition et que le régime d'oppression et de persécution qui y régnait n'était que passager.

Or, actuellement, il est impossible de soutenir une telle thèse devant la grande crise qui secoue toute l'Union et qui est avouée par le Gouvernement soviétique lui-même.

Nous espérons que la S. D. N., et tous ceux qui cherchent à établir la paix véritable, c'est-à-dire juste, trouveront dans l'exposé une analyse utile des derniers événements en U.R.S.S. et voudront bien prendre en considération cette situation qui em-

pire chaque jour, ainsi que la ferme volonté de recouvrer leur indépendance.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre très haute considération.

Pour l'Azerbaïdjan :

Mir Jacoub, Président p. i. de la délégation de l'Azerbaïdjan.

Pour le Caucase du Nord :

Ibrahim Tchoulik, ancien vice-président du Parlement de la République du Caucase du Nord.

Pour la Géorgie :

A. Tchenkéli ancien ministre plénipotentiaire de Géorgie en France.

Pour le Turkestan :

Dr. Chakir, pour le délégué du l'Union nationale du Turkestan.

Pour l'Ukraine :

A. Choulgine, ancien Ministre des Affaires Etrangères de l'Ukraine.



EXPOSE

SUR LE PROBLEME DES PEUPLES DU CAUCASE, DU TURKESTAN ET DE L'UKRAINE.

Les représentants des peuples opprimés du Caucase (Azerbaïdjan, Caucase du Nord, Géorgie), du Turkestan et de l'Ukraine, comprennent parfaitement que la situation internationale actuelle est beaucoup plus difficile et compliquée qu'elle ne l'était pendant ces dernières années, où ils présentèrent à la S.D.N. les doléances et revendications de leurs peuples.

Dans ces conditions, il est peut-être vain d'espérer attirer l'attention du monde sur le sort des peuples subjugués depuis des années, juste au moment où d'autres peuples libres viennent de perdre, ou sont sous la menace de perdre, leur indépendance.

Mais il y a encore une autre circonstance extrêmement grave et décourageante : c'est la singulière diminution de l'influence sur le monde de l'Institution Internationale de Genève. On n'aurait pas cru, il y a une dizaine d'années, que la S.D.N. se contenterait du simple rôle de spectatrice devant les événements d'une telle envergure dont nous sommes aujourd'hui témoins, et qui peuvent avoir des conséquences désastreuses pour toute l'humanité.

Sans rechercher les causes et les raisons de ces tristes faits, il faut constater que l'admission de l'U. R. S. S. au sein de la S.D.N. ne fut pas l'une des moindres.

N'est-ce pas l'évidence, pour tout homme de bon sens, que l'abaissement de la moralité internationale, si fréquemment déploré dans tous

les pays, a pris sa source au Kremlin, avec son impitoyable campagne contre toute notion du droit, de la justice et de la conscience, en un mot, contre tout ce qu'il a déclaré « préjugés bourgeois » et qui, en réalité, est l'apanage de la civilisation contemporaine.

Depuis, on sait quelle valeur peut être attribuée à la parole et à la signature du gouvernement soviétique. Se basant sur le principe de Lénine qui dit que tous les moyens sont bons pour atteindre un but, fut-il malhonnête, les dirigeants du Kremlin, par une méthode qui leur est propre, ont réussi à créer, presque dans chaque Etat, un foyer de troubles et de destruction. En effet, les partis communistes, tous assujettis à Moscou, ne ressemblent-ils pas aux unités des camps adverses, et ne sont-ils pas toujours prêts à tomber sur le dos de leur propre patrie, si tel est le vœu de leur maître étranger ? L'Histoire ne connaît pas une pareille situation !

Or, les hommes d'Etat disent que le Gouvernement de l'U.R.S.S. est pour la paix et qu'ils la défendent avec eux. Mais ils oublient, malheureusement, que ce même gouvernement est en état de guerre permanente avec les peuples de l'U.R.S.S. et qu'il sème dans le monde les germes de la guerre future.

La crise extrêmement aiguë qui sévit actuellement dans toute l'U. R. S. S. ne laisse aucun doute sur la fin prochaine du régime soviétique lui-même. Comment expliquer autre-

ment cette recrudescence de terreur que le monde entier observe avec stupéfaction depuis déjà une année, dans l'immense empire ? Cela ne veut pas dire que la terreur en elle-même soit une chose extraordinaire, tant elle est enracinée dans les mœurs bolchevistes, mais le caractère le plus significatif qu'elle revêt en ce moment est qu'elle est tournée contre le dernier soutien du régime, le parti communiste.

Il serait vain d'essayer d'établir une situation des victimes de ces persécutions. De temps en temps, le nom de dirigeants connus, jugés et exécutés publiquement, parvient jusqu'au monde extérieur : on sait ainsi que, parmi les membres de la « Garde de Lénine », il ne reste en vie ou en liberté, que Staline lui-même. Mais, combien d'autres anonymes sont exécutés sans bruit et sans jugement, chaque jour ? En dehors de cela, les caves du Guépéou, les prisons, les centres de forçats et les camps de concentration regorgent de nouveaux venus, toujours du même rang communiste.

Ce nettoyage systématique en masse s'étend sur tous les établissements politiques, économiques et scientifiques : gouvernements et commissaires locaux, états-major de l'armée, direction des usines, des mines, des kolkhoz et du commerce, personnel enseignant des universités et des écoles spéciales ; et sur toutes les organisations privées : parti, syndicats, coopératives, komsomols, etc...

Pour savoir quels sont les crimes que Yejev, l'homme à tout faire du Dictateur, impute aux innombrables condamnés qui remplissent les nou-

velles charrettes, il faut s'enquérir auprès du Procureur Général Vichinsky, qui les a énumérés dans son premier réquisitoire du procès de Zinoviev, Kamenev et autres. Tentative de restaurer le système capitaliste et, dans ce but, haute trahison, espionnage, sabotage, voilà tous les crimes résumés en un seul mot : trotskisme. Tout dernièrement, il est vrai, on a découvert un nouveau forfait : empoisonnement en masse des enfants et des ouvriers, ceci dans le but de faire monter dans la charrette surtout des femmes.

Ainsi, l'U.R.S.S. est entraînée dans un tourbillon de terreur intense et toujours grandissant. Personne, même les dignitaires du Kremlin, ne se sent à l'abri du danger : tous se réveillent instinctivement avant l'aube, heure à laquelle les tchékistes ont l'habitude de venir cueillir leurs victimes. L'époque, cependant célèbre, du fameux Jean le Terrible, avec ses Opritchniks, semble un véritable jouet en comparaison de celle de Staline.

Il ne doit pas rester en Occident un seul homme consciencieux et responsable, qui puisse avoir, comme autrefois, une illusion sur le développement des événements en U. R. S. S. Toute la spéculation sur la soi-disant évolution, c'est-à-dire le paisible acheminement vers une situation normale et stable, est devenue vaine et même pernicieuse. Jamais, depuis le coup d'Etat bolchevik, la désorganisation et la démoralisation de toutes institutions d'Etat soviétique n'atteignent un tel degré. Pour démontrer cet état de choses, il n'est pas besoin de s'appuyer sur les témoignages des nombreux observa-

teurs étrangers : écrivains et ouvriers désenchantés, puisque c'est l'aveu même des dirigeants du Kremlin. En effet, dénoncer presque tous les communistes tant soit peu connus et occupant des postes importants dans les grands centres ou les périphéries, n'est-ce pas un aveu volontaire ? Il n'est pas question, bien entendu, des non-communistes, c'est-à-dire des 99 % de la population, qui se contentent de haïr de toute leur âme ces violateurs, en attendant de leur rendre la monnaie de leur pièce.

L'exécution du maréchal Toukatchevski et des sept autres chefs de l'armée rouge est trop récente pour qu'on ait oublié de quelle façon elle a secoué le monde entier. Selon les dernières informations de source communiste, ces généraux ne furent même pas jugés, et la sentence de mort, préparée dans le bureau de Yejov, fut signée par d'autres Généraux-juges (leurs successeurs, mais beaucoup moins qualifiés) *après l'exécution !* Le dictateur qui ne recule pas devant la décapitation de toute l'armée, pourvu qu'il détienne le pouvoir, montre nettement qu'il a perdu tout équilibre et est gagné lui-même par l'hallucinante terreur.

L'une des conséquences de cet affollement sanglant a été qu'on parle et écrit de moins en moins sur la nouvelle Constitution stalinienne « la plus démocratique du monde ». Personne ne doute à présent que toute cette entreprise a été conçue dans l'unique but de frapper l'opinion mondiale et de renforcer l'influence de Moscou sur les Gouvernements étrangers.

Quant à l'U.R.S.S., les peuples y habitant n'ont jamais été dupes.

D'ailleurs, le texte de la Constitution lui-même ne dissimule pas que son auteur ne songe nullement à atténuer, si peu que ce soit, le régime existant. Pour s'en convaincre, il suffit d'établir quelques parallèles saillants. Les articles 125, 127 et 128 de la Constitution, garantissant la liberté de parole, de presse, de réunion et l'inviolabilité du citoyen, de sa demeure, de sa correspondance, sont rayés à l'avance par l'article 2, qui déclare « la dictature du prolétariat comme base politique de l'U.R.S.S. ». L'article 135 introduit le suffrage universel pour tous les citoyens des deux sexes, mais les articles 126 et 141 réservent le choix des candidats au Conseil Suprême (Parlement), au parti communiste, « noyau dirigeant de toutes organisations tant sociales que d'Etat ». D'après l'article 30, le Conseil Suprême est déclaré « l'organe supérieur du pouvoir au Presidium du Conseil », plus exactement à son Président, qui ne sera autre que le Dictateur lui-même. Selon l'article 10, la loi sauvegarde le droit de la propriété individuelle sur les revenus, épargne, maison d'habitation, et celui d'héritage, mais l'article 4 déclare comme « base économique de l'U.R.S.S. le système socialiste et la propriété socialiste, établi à la suite de l'abolition de la propriété privée ».

Avant de continuer, il est nécessaire de souligner l'ironie que l'auteur de la Constitution se permet envers ses soi-disant citoyens. De quel héritage et de quelle épargne peut-on parler dans un pays où les habitants sont transformés en Ilotes, dépourvus de presque tous moyens d'existence humaine ? N'est-il pas établi, depuis longtemps, que le sa-

laire des ouvriers de l'U.R.S.S. est inférieur au secours des chômeurs de l'Occident ?



Mais ce qui est un véritable cynisme, c'est l'article 17 : « Chaque République fédérée conserve le droit de sortir librement de l'U.R.S.S. ». Pendant la délibération sur cet article, au Congrès soviétique (décembre 1936), un délégué russe proposa de le rayer entièrement. Mais le rapporteur Staline lui répondit : « On dit qu'en U.R.S.S. il n'est pas une seule République qui veuille sortir de l'U.R.S.S.; que, pour cette raison, l'article 17 n'a pas de portée pratique. Qu'il n'y ait chez nous une seule République désireuse de sortir de l'U.R.S.S., cela est évidemment exact, mais il ne s'ensuit nullement que nous ne devons pas fixer dans la Constitution le droit des Républiques fédérées de sortir librement de l'U.R.S.S. ».

Après ce fallacieux commentaire du Dictateur, l'article 17 fut voté à l'unanimité, ainsi que l'article 13 disant que « l'U.R.S.S. est un Etat fédéral constitué sur la base de l'Union librement consentie de Républiques soviétiques socialistes égales en droits ». On se demande si on peut aller plus loin dans la falsification de faits universellement connus. Qui ne sait pas que, sur les onze Républiques énoncées dans cet article, dix ont été perfidement envahies et, qu'après une résistance longue et acharnée, elles ont été occupées par l'armée rouge ? Le Gouvernement de Moscou ne peut nier, d'autre part, que l'Ukraine et les Républiques caucasiennes ont été formellement reconnues par lui-

même, comme par d'autres Puissances étrangères. Voici sa formule stéréotypée de reconnaissance qu'on peut lire par exemple, dans le traité conclu par lui, le 7 Mai 1920, avec l'une de ces Républiques, la Géorgie : « Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat Géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens. »

La S.D.N. a qualifié, par la bouche de son rapporteur, M. Mac-Donald (Canada), dans sa Cinquième Assemblée, cet agissement envers la Géorgie comme « un fait presque sans précédent dans l'Histoire du monde ».

Mais les événements qui ont eu lieu depuis dans les pays occupés ont une importance beaucoup plus considérable encore. Il s'agit des luttes opiniâtres et sans relâche que les peuples opprimés mènent contre le pouvoir d'occupation russe. Le monde entier et, en particulier, les Assemblées de la S.D.N. ont été maintes fois effrayés des révoltes et des insurrections générales et de leur étouffement dans le sang, au Caucase, au Turkestan et en Ukraine. Combien de dizaines de milliers de patriotes ont donné leur vie pour l'affranchissement de ces pays du joug étranger ! Combien ont été exécutés, emprisonnés, déportés ! On sait, en outre, qu'en Ukraine et au Turkestan, plusieurs millions d'hom-

mes sont morts de famine, conséquence de la collectivisation.

Et dire ensuite que ces peuples sont de leur propre gré entrés dans l'U.R.S.S. serait une effronterie sans pareille, s'il ne s'agissait pas des hôtes du Kremlin, pour qui tout est permis. Ils ont à présent contre eux, non seulement les patriotes, mais encore leurs serviteurs communistes non-russes. L'Agence Tass répand chaque jour des nouvelles qui sont les unes plus sensationnelles que les autres sur les persécutions, exécutions et suicides des communistes de marque qui hier encore étaient présidents ou membres des soi-disant Gouvernements dans les pays occupés. Le Gouvernement moscovite les accuse ouvertement de tenter de séparer ces pays de l'U.R.S.S.

Cette méfiance du Gouvernement du Moscou envers ses propres hommes de paille, méprisables traitres à leur patrie, est sans doute l'une des raisons de l'abolition presque complète par la nouvelle Constitution, de toute compétence reconnue, au moins théoriquement, aux Républiques nationales par la Constitution de 1924. Pour se rendre compte de l'état dérisoire et grotesque où a été réduite cette compétence, il suffit de parcourir les chapitres VI - IX de la Constitution stalinienne. En apparence, ces Républiques ont leur « Conseil Suprême » et leur « Gouvernement », mais toute administration, justice, éducation, etc... sont directement subordonnées et surveillées par les autorités de Moscou. Quant à l'économie, aux finances, industrie, commerce, kolkhoz, soykhoz, on sait bien que c'est le centre qui a toujours tout dirigé, ordonné.

Il faut savoir gré au Dictateur

d'avoir enregistré dans sa Constitution avec la même franchise, non seulement la centralisation totale de l'Etat et de toute activité gouvernementale, mais encore l'expropriation des peuples de tous leurs biens et domaines : terres, eaux, sous-sols, forêts, mines de charbon, de minerais et autres, les déclarant propriété d'Etat, c'est-à-dire du pouvoir de Moscou. Si on tient compte du rang que prennent, dans l'économie soviétique le pétrole et le managanese du Caucase, le coton du Turkestan, le charbon, le fer et les céréales de l'Ukraine, il est aisé de comprendre que les impérialistes rouges veulent conserver, à tout prix, ces principaux leviers de leur domination à l'intérieur, et de leur travail révolutionnaire à l'extérieur.

Mais pour avoir une idée de l'audace de l'auteur de la « Charte des Libertés », il faut citer l'article 133: « La défense de la Patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'U.R.S.S. ». Demander à nos peuples de défendre cette immense prison qu'est l'U.R.S.S. avec ses tchékistes qui détruisent leurs patries, n'est-ce pas une audace qui voisine avec la folie ? Est-ce que le Gouvernement des Soviets est sûr que les Russes eux-mêmes sont disposés à le défendre ? Pourquoi alors cette terreur impitoyable contre tous et chacun ?



En conclusion de ce qui vient d'être exposé, on est amené à constater que la situation de l'U.R.S.S. devient de plus en plus précaire, et il n'est pas trop osé de dire que l'on vit peut-être la veille d'évènements d'une gravité exceptionnelle. On n'a

pas oublié qu'en Février 1917, rien ne faisait pressentir l'imminence de l'écroulement de l'autocratie des Romanov. Et, aujourd'hui, combien plus critique et sans issue est la situation de leurs successeurs ! On dira que le cas des tsars est consécutif à la Grande Guerre, mais les hommes d'Etat des différents pays n'ont ils pas caractérisé, tout récemment, les divergences actuelles entre les peuples comme étant beaucoup plus dangereuses qu'avant cette guerre ?

Si on s'est souvent trompé en disant que le Gouvernement de Moscou, avec son double visage, deviendrait le rempart de paix, d'ordre et de solidarité entre les peuples, on ne peut pas douter que les événements de la « Sixième Partie du monde », avec sa population de 170 millions d'âmes, auront une répercussion considérable sur la vie internationale.

Les représentants des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, n'ont pas cessé d'affirmer, dans leurs adresses à la S.D.N., que la paix générale ne peut être assurée tant que ces peuples (60 millions en-

viron), dans ce vaste pays, seront en lutte perpétuelle pour leur indépendance. Il ne faut pas omettre de mentionner qu'à eux viennent s'ajouter d'autres nationalités opprimées : les Tartares de la Volga, de l'Oural, et de la Crimée; les Ruthènes blancs, les Caréliens, les Cosaques et autres, qui luttent aussi pour leur liberté et composent, avec les peuples précités, la moitié de toute la population de l'U.R.S.S.

Le seul fait que le Dictateur fut contraint de reconnaître, dans la loi fondamentale de l'U.R.S.S., le droit de chaque peuple « de disposer de lui-même et de sortir librement de l'U.R.S.S. », montre sans conteste que cette question, la plus brûlante entre toutes, ne peut être écartée de l'ordre du jour international avant sa solution définitive et satisfaisante.

Les peuples du Caucase, du Turkestan, et de l'Ukraine, qui font des efforts surhumains pour atteindre leur but, basé sur la justice et le droit, ont le ferme espoir que le monde civilisé leur accordera sa sympathie et son aide généreuse.



Le pain, la paix, la liberté

Invité par les syndicats miniers russes, M. Kléber Legay, militant socialiste, secrétaire de la Fédération nationale du sous-sol a visité, l'an passé, et Moscou et les centres principaux du bassin du Donetz. C'est une relation de ce voyage qu'il publie, aujourd'hui, en un court opuscule. Et son récit constitue bien le

réquisitoire le plus accablant qui soit contre une doctrine qui revendique le monopole du pain, de la paix et de la liberté sans avoir pu instaurer autre chose, en vingt ans, que la misère et le servage.

« Travailleurs en guenilles, mal payés mal logés... pendant que d'autres dansent et s'amuse la nuit. Je

souhaite, écrit M. Legay, que les mineurs de mon pays ne connaissent jamais une misère aussi profonde que celle que j'ai vue. »

Tout ce qu'il observe le surprend. Il avait cru, lui aussi, au paradis soviétique. Il lui faut bien déchanter et s'étonner que vingt ans de régime socialiste n'aient pu réaliser ce que notre « régime capitaliste » a fait en dix ans, dans les départements détruits.

LE PAIN

Le pain ? M. Legay a vu des ouvriers mangeant, sur le bord d'une route, un énorme morceau de pain noir, agrémenté, ici, d'un peu de gras de lard, là, d'un bout de hareng saur, ailleurs rien. Aux mines, il surprend une famille de neuf personnes dans une pièce qui contient deux lits seulement pour tous, une table de bois brut, deux escabeaux, une caisse à linge. Voilà pour le mobilier.

« — Nous sommes beaucoup plus malheureux qu'avant la révolution », lui dit le chef de famille, en lui découvrant une marmite où cuit une soupe de feuilles de betteraves et de pommes de terre avec un morceau de gras de lard.

Encore sied-il de noter que cette maigre pitance ne s'obtient qu'au prix d'un rude travail.

« Les mineurs russes, écrit le visiteur, travaillent 301 jours par an, avec près de huit heures par jour de présence à la mine, soit quarante heures de travail pour un jour de repos. En France, les mineurs travaillent 251 jours, avec trente-huit heures quarante de travail pour 2 jours de repos. »

LA PAIX

La paix ? M. Legay aurait voulu interroger des soldats. On ne le lui a pas permis. Il a pu, tout à loisir, en revanche, parler aux officiers et leur demander pourquoi ils n'allaient pas en Espagne ?

« — Même s'ils le demandaient, lui dit l'interprète on ne les laisserait pas partir. »

« Surprise, conclut le narrateur, d'apprendre que mourir est bon pour certains, mais vivre est le droit de ces messieurs ! »

La paix ? M. Legay en cherche vainement l'image dans ces salles de jeux du club Staline, qui ne comportent que des engins de guerre en miniature et où, déjà, des professeurs enseignent le triste jeu de la mort. Il n'est pas jusqu'aux pions des jeux de dames qui ne se rapportent à l'armement, au goût de la guerre, à l'enseignement de la mort du prochain.

LA LIBERTÉ

La liberté ? M. Legay s'est fort étonné de voir partout des hommes armés de fusils.

« Cela produit, écrit-il, une impression fâcheuse. Si, réellement, il règne cette unanimité ouvrière que l'on dit acquise au régime nouveau, à quoi sert de donner aux visiteurs l'impression que le régime tient parce qu'il y a des fusils pour le maintenir ? »

Et de poser, là-dessus, à ses guides, un certain nombre de questions qui resteront sans réponse.

« Vous dites que la liberté existe en Russie. Pourquoi, dès lors, ne tolère-t-on aucun autre parti politique que le parti communiste ? Pourquoi aucune autre réunion que celle de

ce parti n'est-elle tolérée ? Pourquoi ne trouve-t-on nulle part d'autres journaux que les publications officielles ? »

En dépit du mutisme de ses guides, M. Legay a compris. Il formule un vœu pour conclure : que l'on

veille bien tenir son récit pour exact et qu'il serve à éviter aux travailleurs de son pays un état de misère tel qu'il lui a été donné de constater et qui, à son sens, n'a rien de socialiste et ne semble pas devoir le devenir.



La terreur et les nationalités en U.R.S.S.

Le « parlementarisme » soviétique n'ayant pu résoudre la question nationale en U.R.S.S., c'est par la terreur qu'on s'efforce maintenant de donner une solution à ce problème. Le terrorisme n'a jamais cessé de sévir en Russie, mais alors qu'on voyait d'abord en lui un moyen de réaliser des buts politiques ou économiques il tend à devenir une véritable fin. La terreur d'autrefois s'appliquait à des crimes plus ou moins précis, à des « déviations » nationales ou sociales, à des « vols » de blé de son propre champ aux tentatives de défendre sa culture et de sa religion nationale, etc. Aujourd'hui elle frappe même des crimes imaginaires : espionnage, diversion, trotskisme, boukharinisme, sabotage — inconnus des sujets moyens soviétiques ou connus seulement par l'intermédiaire de la presse bolchéviste. Le fait que cette terreur frappe non seulement les membres des nations opprimées, mais aussi les moscovites eux-mêmes, peut donner l'illusion de l'égalité des classes et des nations devant la majesté de l'oligarchie moscovite de Staline. L'égalité des citoyens soviétiques devant les balles du G. P. U. pourrait témoigner en

faveur de la démocratie moscovite, mais cette égalité n'existe qu'en apparence.

La lutte des nations opprimées contre Moscou, qui est la source de toutes les difficultés de l'U.R.S.S. est aussi la cause primordiale de la terreur actuelle. Trotzki et les trotskistes ont été accusés dans le premier et deuxième procès de Moscou d'avoir préparé le plan de détacher l'Ukraine au profit de l'Allemagne. Les 8 généraux soviétiques, Toukhatchevski, Ouborevitch et les autres ont été condamnés et exécutés pour haute trahison au profit d'un Etat fasciste voisin. Presque tous les hauts fonctionnaires soviétiques militaires et civils sacrifiés dernièrement ont été accusés d'espionnage, de diversion, de sabotage et de service aux Etats étrangers, c'est-à-dire de crimes contre l'intégrité de l'Etat bolchéviste moscovite. La plupart des condamnés ont agi dans le territoire des nations non moscovites — en Ukraine, Ruthénie Blanche, Caucase, dans les pays d'Extrême Orient, etc. L'épuration des gouvernements et de la bureaucratie des Républiques Nationales a été beaucoup plus profonde et cruelle que

l'épuration en Moscovie même. Les « Gouvernements » de l'Ukraine, Ruthénie Blanche, Géorgie, Azerbaïdjan, et du Tadjikstan ont été presque entièrement changés. L'épuration de la bureaucratie allogène de l'U.R.S.S. continue avec la persévérance la plus impitoyable. Les fautes économiques, administratives ou intellectuelles sont punies comme les crimes politiques les plus graves. Des écrivains ukrainiens ont été par exemple condamnés pour « diversion sur le front de la littérature et du théâtre ». Les cheminots de Khabarovsk et de Vladivostok ont été fusillés comme « saboteurs au service des Japonais » pour de simples accidents de chemin de fer qui ont eu lieu par milliers dans toute l'U. R. S. S. Il y a des accusations et des condamnations vraiment tragi-comiques. Les employés d'une fabrique de saucissons à Novorossisk ont été accusés d'avoir empoisonné 122 ouvriers par des saucisses contenant des bactéries dangereuses, sur les sur les instigation d'agents d'un Etat étranger. Apr ces mesures barbares, le gouvernement de Moscou ne fait que renforcer le mouvement antimoscovite dans les pays allogènes et suggère des idées séparatistes même aux gens qui ne les ont jamais eues. La terreur ne peut empêcher ni le développement de la résistance nationale ni la diminution continuelle des fruits de l'exploitation moscovite dans les pays des nations opprimées. L'ensemencement et la moisson dans les pays méridionaux de l'U.R.S.S. ont été terminés cette année plus tard que l'année passée. Les « Izvestia » écrivaient le 1./VIII : « La moisson va trop lentement. On a fauché jusqu'au 25

Août 27.954.000 ha, soit 6.193.000 de moins qu'à la même date de l'an passé. Les conditions climatiques, l'état du blé et la présence de parfaites machines agricoles auraient déjà permis de terminer la moisson dans certains rayons, mais on a fauché dans le rayon Azov-Mer Noire seulement 70 % dans le rayon d'Ordjonikidzé 78%, de Dniepropetrovsk 89 %, de Kiev 80 %, et même dans le rayon le plus méridional, d'Odessa, on a fauché seulement 90 % de toute la surface des champs. Une grande partie des machines agricoles n'étaient pas réparées. Les mêmes « Izvestia » du 4./VII. écrivaient sur le travail des machines agricoles : « Les communications d'Azov-Mer Noire, d'Ordjonikidzé, de la Crimée, d'Odessa et de Dniepropetrovsk affirment ue le travail des combains (faucheuses-batteuses) est insuffisant leur entretien et le service technique mauvais, la productivité du travail médiocre. Elles travaillent avec de grandes pauses et causent de grandes pertes de blé. Des centaines de combains chôment dans le rayon Azov-Mer Noire, 700 ne sont pas encore réparées. La même chose a lieu dans le rayon d'Odessa et d'Ordjonikidzé. Un quart de combains chôme à Dniepropetrovsk. Les dirigeants des kolkhoz sont hostiles à l'Etat ». La résistance contre l'usage des combains qui enlèvent le blé directement des champs a été particulièrement acharnée. Beaucoup de ces machines agricoles ont été brûlées par des saboteurs. Le plan du fauchage mécanique qui a été prévu pour 80-90 % de la surface des champs dans le midi n'a été effectué que pour 25-42 %. Les pertes de blé causées par le fauchage mécanique

ont été énormes, elles atteignaient dans certains endroits 15 % de toute la moisson. (« Izvestia »). La faillite financière des stations des tracteurs et des machines agricoles (MTS.) est arrivée cet été. Les « Izvestia » écrivaient le 28./VII. : « Des milliers de MTS n'ont pas encore payé les salaires aux chauffeurs des tracteurs l'année passée. Plusieurs MTS ont tellement négligé leurs finances qu'elles ne peuvent pas en général régler leurs dettes. Les MTS de Dniepropetrovsk doivent à leurs ouvriers plus de 4 millions de roubles pour 1936, les MTS à Kharkov 3,5 millions, les MTS d'Azov-Mer Noire 4 millions pour 1936 et presque la même somme pour l'année courante, etc. Il est clair que ce traitement des ouvriers engendre le mauvais travail des machines agricoles. Le commissariat pour l'agriculture est responsable de cet état de choses. » La presse soviétique même démontre que le chaos et l'anarchie ont été créés dans l'économie agricole des pays opprimés par Moscou. Le « Molot » à Rostov écrivait par exemple sur le rélustat de la moisson dans le Kouban, le pays riche des Cosaques: « Le travail des combains était très différent, une machine fauchait 30 ha et une autre seulement 6 ha par jour... Les résultats de la moisson sont aussi très différents, quelques kolkhoz ont reçu 30-35 quintaux par ha, les autres 10 et même seulement 6 quintaux par ha. Des membres de certains kolkhoz recevront cette année 10 kg. (??) de blé par jour de travail, mais ils ont reçu l'année passée un peu plus d'un kilogramme(!) par jour de travail... » Etant donné que le paysan kolkhozien n'atteint en général plus de 150-200 jours de

travail par année et qu'il doit nourrir quelquefois une famille nombreuse, il est clair que certains membres de kolkhoz pauvres sont condamnés à mourir de fam et de maladies provoquées par la disette. Il est en tout cas très caractéristique pour l'ordre créé par Moscou dans les pays allogènes que les paysans reçoivent pour le même travail un paiement différent.

Les dernières communications de la presse soviétique démontrent que le gouvernement moscovite n'a pas même des moyens pour exporter les quantités énormes de blé arrachées aux paysans dans les pays allogènes méridionaux. Des amas de blé laissés par terre dans les champs, dans les stations de chemin de fer et dans les ports pourrissent sous la pluie. Les autorités locales exigent du gouvernement des militaires pour la surveillance du blé accumulé contre le pillage des « ennemis du peuple », c'est-à-dire des paysans affamés. La lutte pour le blé dans les pays méridionaux s'est faite plus féroce que jamais

La terreur moscovite n'a pas non plus pu rompre la résistance des nations opprimées dans les mines ukrainiennes de charbon et de fer, dans les gisements azerbaïdjanais de pétrole, dans les champs de coton en Azerbaïdjan et au Tadjikistan. Les « Izvestia » du 13./VII. écrivaient : « Les trotskistes ont désorganisé la production dans les mines de Donbass (Bassin du Donetz), ils ont détruit le travail des stakhanovistes et mis le bassin houiller dans l'impossibilité d'accomplir les plans prescrits. Le Donbass doit au pays 6 millions de tonnes de charbon pour 6 mois de cette année.

L'exploitation moyenne est tombée de 214.919 par jour en janvier et de 208.804 en juin à 197.000 tonnes par jour pendant des 8 premiers jours de juillet. Ces pertes ont été provoquées p'us qu'à moitié par les nombreuses avaries des machines. » L'exploitation du pétrole tombe aussi malgré la mobilisation perpétuelle de nouveaux gisements. La défaite du gouvernement de Moscou dans les pays des nations opprimées est la cause principale de la recrudescence actuelle de la terreur ; le chiffre des victimes atteint environ 14 millions seulement dans les champs de travail forcé. La terreur sévit particulièrement dans la bureaucratie soviétique des pays allogènes, parce qu'elle n'a pu briser la résistance de la population. Mais les chefs moscovites des commissariats centraux deviennent eux aussi des victimes lorsqu'ils encourent la disgrâce de Staline. Le commissaire de l'agriculture, Tchernov, par exemple, a été rendu responsable de la désorganisation de l'économie agricole dans le midi de l'U.R.S.S. Le procureur du tribunal suprême, Krylenko, faillit être liquidé à cause du désordre existant dans le comission de la justice ukrainien.

Le centralisme moscovite a porté la terreur de la périphérie de l'Etat à son centre, des pays non moscovites à Moscou. La terreur actuelle est trop absurde pour qu'on puisse lui assigner un but précis. Elle peut être expliquée psychologiquement plutôt que logiquement. Les accusations de trotskisme, de sabotage, d'espionnage, de diversion, etc., au service d'un Etat étranger portées contre les victimes des innombrables procès sont insensées, mais elles sont

destinées à justifier les défaites intérieures du Kremlin devant la population moscovite et devant les amis de Moscou en dehors des frontières de l'U.R.S.S.

La terreur actuelle moscovite est provoquée par l'impossibilité de résoudre la question nationale dans l'U.R.S.S. La terreur a toujours été le premier et le dernier moyen de chaque régime moscovite. La terreur actuelle a acculé l'U.R.S.S. dans une impasse, et l'issue ne peut être trouvée que dans la séparation complète des nations opprimées d'avec Moscou. La terreur déclanchée par Moscou se retourne contre elle. Les signes de la décomposition du despotisme moscovite se multiplient. La « critique » exigée par le Kremlin porte ses fruits. La « Pravda » attaque les « Izvestia » et exige l'épuration des membres de sa rédaction et vice-versa. Les « Izvestia » attaquent M. Krylenko et Tchernov, pour être inculpés par Yejov, et Yejov est glorifié à présent comme sauveur de l'U.R.S.S., pour partager peut-être demain le sort de Yagoda.

La terreur ne trouve aucune justification dans la nouvelle constitution stalinienne ; elle prouve plutôt l'effondrement total de la base juridique du régime soviétique. La constitution stalinienne rejetée par les nations opprimées ne peut servir à rien pour les moscovites eux-mêmes. C'est la conséquence du centralisme moscovite. La terreur pouvait s'expliquer au commencement de la domination bolchéviste, mais son accroissement après 20 ans de régime prouve définitivement que le Kremlin a épuisé tous les autres moyens administratifs pour se maintenir.

La terreur actuelle a un sens juri-

dique et moral tout à fait différent selon qu'elle s'exerce en Moscovie ou dans les pays allogènes; la terreur parmi les moscovites est une affaire intérieure de la Moscovie même et la terreur moscovite en Ukraine, Géorgie, Turkestan, etc., est une intervention de Moscou dans les affaires intérieures des pays, dont l'indépendance a été reconnue même par Moscou. La terreur moscovite dans les pays non-moscovites de l'U.R.S.S. est en réalité une affaire internationale. La terreur en Moscovie ne peut être combattue par la séparation de l'une ou de l'autre partie du territoire moscovite, mais la séparation des nations opprimées de Moscou est le seul moyen de mettre fin à la terreur sanglante qui sévit dans ces pays. L'Europe n'est pas responsable de la terreur en Moscovie, mais les nations civilisées et les institutions internationales, dont le gou-

vernement de Moscou est membre sont responsables de l'extermination des peuples sous la domination de Moscou. De quel droit moral la S.D.N. veut-elle fonctionner comme protectrice des minorités nationales, si elle refuse de protéger les nations opprimées de l'U.R.S.S. dont la situation est infiniment plus grave que celles des minorités européennes ? Le 16./IV./1937, M. P. E. Briquet, grand connaisseur des principes de la S. D. N. parlait à une conférence sous la présidence de M. Claude Farrère à Paris ; il y déclarait : « La S. D. N. n'a-t-elle pas pour fonction essentielle, selon le préambule du pacte, de « garantir la paix et la sécurité » ? et pour cela, entre autres, de « faire régner la justice » ? La justice n'est pas observée dans un Etat où il y a 80 millions d'opprimés ».

M. DANKO.



Que se passe-t-il en Azerbaïdjan

Plus d'une fois nous avons écrit qu'en Azerbaïdjan se développe de jour en jour et de plus en plus ce qu'on appelle le glissement national. Ce mouvement s'étend jusqu'aux communistes azerbaïdjanais qui, de ce fait sont déportés et tombent en disgrâce, en général, dans les milieux communistes. Sous la rubrique d'« ouklonisme » (glissement, diversion) les bolcheviks rangent tout ce qui à un degré quelconque a cessé de leur plaire.

Au mois de mai de cette année, le

22-me Congrès de la section azerbaïdjanienne du parti communiste avait lieu à Bakou, et au mois d'avril le Congrès des Soviets d'Azerbaïdjan. A l'un comme à l'autre de ces congrès, les bolcheviks se répandaient en attaques contre ceux qui, selon eux, dévient de la ligne de conduite orthodoxale du parti. Le secrétaire du parti communiste, M. Baguirov en particulier, insistait sur le fait qu'au moment du retrait des cartes du parti, la délivrance des nouvelles cartes s'effectuera avec

plus de sévérité, cela pour empêcher la présence dans le parti d'éléments contre-révolutionnaires.

D'autres part, le congrès décida de considérer la conduite de nombre de ses membres comme manquant de sincérité et de leur infliger un blâme. Parmi ces membres, on compte de vieux communistes qui hier encore jouaient un rôle marquant dans la vie du pays. Il suffit de nommer le Dr. Soultan Medjid Efendi Zadé, Hamid Soultanov, le docteur Moukhsin Kadirli, Agaverdiev, Islam Hadjiev etc.

Après les discours de Soultan Medjid Efendi Zadé et d'Hamid Soultanov, le communiste russe Poliakov, présent au Congrès leur dit brutalement : « Ou vous êtes avec le parti ou bien contre. Si vous êtes avec le parti, vous devez ouvertement et franchement dire votre opinion, afin que le parti puisse se débarrasser des éléments trotskistes. (*Bakinski Rabotchi* 26-5-37). D'autres orateurs azerbaïdjanais reçurent des réponses de ce genre à leurs déclarations. Et après un long discours d'un autre communiste russe, M. Plachtchekov, les communistes azerbaïdjanais déjà cités furent vertement admonestés. Il leur fut même reproché « d'avoir perdu leur visage communiste » et de « manquer de courage civique pour reconnaître leur travail contre le parti ».

A ce Congrès, toute une série de communistes dévoués corps et âme à M. Staline constatèrent que le travail anti-communiste se poursuit non pas seulement à Bakou, mais aussi dans tout le pays.

M. Baguirov déclara qu'à Lenkoran, M. Mirsalaev etc., prêtent leur appui à l'esprit national de la popu-

lation et que l'ancien commandant de la division nationale azerbaïdjannienne, resté dans le pays et s'étant rallié au bolchevisme, s'efforce de son mieux de compléter les cadres de l'armée rouge avec des nationalistes.

Dans le rayon de Gueoktchaï, M. Khoudazaro etc. ont tout fait pour faire avorter le plan dans les plantations de coton et ils ont entièrement réussi. Au Congrès local des Soviets de Kurdemir, les nationalistes sont sortis vainqueurs. (*Kommounist* 5-6-37 et 8-6-37). Dans toute une série de localités, à Zouvand, Guendjé, Kazah, Taous, Terter etc, toutes les organistaions se trouvent dans les mains d'individus à tendances nationalistes.

Après avoir constaté de toutes parts une déviation nationale parmi les communistes azerbaïdjanais, les communistes russes et leurs partisans d'entre les Azerbaïdjanais, votèrent la résolution suivante, au cours de la séance de nuit du 4 avril : « Mettre fin au sabotage sur le front idéologique n'est pas chose facile. Notre devoir est de trouver un moyen pour déceler les éléments anti-communistes et les rejeter hors de notre milieu, renforcer la discipline dans le parti et suivre les directives de notre cher Staline qui sont pour nous un large programme et une base solide (*Kommouniste* de 6-6-37).

Ainsi, nous devons constater, et les communistes avec nous que pour la 35-me fois depuis l'occupation de notre pays par les bolcheviks, l'élément nationaliste, le sentiment national vivent toujours. Si donc nous prenons en considération les conditions qui existent dans le pays nous constaterons que ce sentiment se dé-

veloppe de plus en plus, englobant les larges couches de la population. Qu'importe l'appellation sous laquelle les bolcheviks désignent ce mouvement ; le fait est qu'il existe et qu'il se développera de plus en plus.

Le Congrès a aussi reconnu que le travail communiste n'est pas terminé et que ses tâches n'ont pas encore été réalisées, et c'est pourquoi le Congrès ordonne à tous les membres du parti « de dévoiler tous les actes des nationalistes et des agents fascistes et de faire connaître leurs auteurs ».

En ce qui concerne les personnes déjà citées dont les rapports n'ont pas été jugés satisfaisants, des sanctions seront prises contre eux par le comité du parti de Bakou, en tant que membres allant à l'encontre des intérêts du peuple et du parti.

Comme on peut le voir, l'épuration des rangs, du parti communiste se poursuit et l'on n'en voit pas la fin. Cette épuration ne concerne pas seulement le parti, mais aussi toutes les organisations dont quelques-unes n'ont aucun rapport direct avec le parti. C'est ainsi, par exemple, qu'au mois de mars de cette année, le congrès de « l'Association des écrivains soviétiques d'Azerbaïdjan » qui s'est tenu à Bakou a exclu de ses rangs nombre de ses membres, alors que d'autres se sont vu infliger des blâmes. Parmi les membres exclus et auxquels il est dorénavant interdit d'écrire, figurent les poètes et écrivains suivants : Hussein Djavid, Moussakhanli, Soultan Medjid Hani Zadé, Sanili, Selman Mumtaz, Kantemir, Muchfik, etc.

D'après la décision du congrès, il ressort que tous les écrivains exclus

avaient été admis dans l'Association sur les instances des « ennemis du peuple » Rouhallah Akhoundov et Mikail Husseinov. Quant à Hussein Djavid et Selman Mumtaz, ce sont de vieux poètes, connus encore au temps d'avant-guerre et qui n'ayant pu quitter le pays, étaient restés là-bas. Tous deux ont été exclus à l'unanimité. Pour ce qui est des autres, le congrès n'a fait que confirmer la décision concernant leur exclusion, prise par la direction de l'Association. (*Kommunist* 14-6-37).

Nous attirons donc l'attention sur un côté de la question : ont été exclus des écrivains et des poètes de valeur et de grande originalité. Il ne reste plus dans l'Association des écrivains d'Azerbaïdjon que de très jeunes forces insuffisamment formées, et toute une série de traducteurs sans talent de poètes et de classiques russes. C'est précisément ce que voulaient les communistes russes. Nous avons déjà signalé que les communistes russes s'efforcent le plus possible d'introduire en Azerbaïdjan l'esprit et la pensée russes. Cela est particulièrement visible dans les dispositions qui intéressent à des degrés divers la jeunesse des écoles. L'esprit russe est introduit à l'école, tout comme au bon vieux temps sous le tsarisme; on insuffle à la jeunesse des idées russes, des conceptions russes. Pour mieux dire, la russification bat son plein, et de ce fait, tout écrivain susceptible d'influencer la jeunesse doit être écarté du travail, aussi l'exclue-t-on à l'unanimité, en dépit des services rendus à son pays et à son peuple.

Les quelques imitateurs sans talent et traducteurs restés au sein de l'Association exécutent aveuglement



les tâches qui leur sont données : ils introduisent en Azerbaïdjan la littérature russe et la pensée russe. Nous nous garderons de dire jusqu'à quel point le choix des communistes est réussi, mais nous pensons que

les traductions de ces « écrivains » auront du mal à justifier ce que l'on en attend, tandis que se développe de plus en plus l'esprit national, le sentiment national.



L'éducation nationale en Ukraine au temps de Catherine II (Suite)

Le projet avait comme but d'instituer la scolarité obligatoire pour tous les garçons. Dans tout village et dans chaque bourg important on devait créer une école aux frais de la population elle-même. La surveillance de ces écoles devait être confiée aux prêtres; les instituteurs devaient être recrutés parmi les diacres, les sacristains ou même les laïcs.

Catherine II avait été séduite par la pensée de créer, grâce à l'école, une nouvelle génération d'hommes, mais ayant constaté son erreur, elle décida de ne réformer que les programmes. Elle invita à cette fin, le serbe Théodore Yankovitch de Miriev et lui confia l'élaboration du projet d'organisation de l'école nouvelle.

D'après le nouveau projet (adopté le 5 Août 1786), trois types d'écoles furent institués : les écoles principales de quatre classes, les écoles moyennes de trois classes et les écoles primaires de deux classes. L'entretien de ces écoles était à la charge du « Prikaz obstchestvenoho

prizrenia » (Assistance Publique), c'est-à-dire, à la charge du budget local.

Le 1^{er} Mai, on inaugura en grande pompe à Kiev, une école supérieure. Dans la lettre officielle du Gouverneur de Kiev S. Chirkov, adressée à St-Petersbourg, il était fait mention qu'un enfant de 8 ans, le petit Kalinovsky, avait prononcé à l'inauguration un compliment « fort bien dit ». Dans le rapport on retrouve d'ailleurs cette allocution pleine de flatteries à l'adresse de la « mère de la patrie et de la protectrice de la jeunesse ».

La même année une école principale était ouverte à Tchernihiv. De 1797 à 1799 il n'y eut qu'une seule école supérieure dans le Gouvernement de Kiev, 3 dans le Gouvernement de Poltava, six dans celui de Tchernihiv. Quant aux écoles primaires, c'est-à-dire villageoises, elles n'existaient encore point.

Dans les « Statuts » des écoles primaires on conseillait aux instituteurs « de ne pas faire de mouvements ridicules », de « ne pas mon-

trer comment volent les oiseaux et de ne pas imiter leur voix ou celles des chevaux ou des chiens ». De plus, dans les instructions de 1789 à l'usage des écoles primaires, il était interdit d'infliger « des punitions corporelles, telles que la trique, le martinet, la règle, la verge, les gifles, les coups de poing, de tirer les cheveux, de faire mettre les enfants à genoux, de leur tirer les oreilles, de les humilier par des railleries ou de les tourner en dérision, soit en leur faisant coiffer des oreilles d'âne, soit en leur donnant des noms d'animaux, etc., etc. ».

Comme en témoignent les sources officielles, les écoles gouvernementales n'eurent pas de succès en Ukraine: la population ne les estimait guère car à son avis, elles n'étaient bonnes qu'à préparer des scribes et des chicaneurs haïs par le peuple, qui préférait faire éduquer ses enfants à l'ancienne mode par les sacristains. Mais le gouvernement ne reconnaissait pas les écoles des sacristains qu'il persécutait, défendant aux enfants de fréquenter leurs écoles, envoyant de force leurs élèves dans les écoles gouvernementales. Malgré ces rigueurs, il y avait plus d'élèves dans les écoles des sacristains que dans les écoles gouvernementales. Ainsi à Nijyne les écoles des sacristains comptaient deux fois plus d'élèves que les écoles gouvernementales. A Romen l'école officielle comptait 72 élèves tandis que les écoles privées en comptaient 80. D'autre part, il y avait encore des écoles paroissiales. Les directeurs des écoles officielles s'inquiétaient beaucoup de cette situation, mais leurs supérieurs leur conseillaient de ne pas s'en inquiéter outre mesure,

car disaient-ils, les écoles ne sont pas faites pour nous mais pour l'Europe, pour lui donner une bonne opinion de nous.

Déjà à l'époque, il existait des gens qui comprenaient qu'il s'agissait moins pour Catherine II de répandre l'instruction que de faire courir par le monde le bruit qui faisait d'elle une grande civilisatrice. « Que vous le sachiez ou non, — écrivait Catherine II à son grand ami allemand, Friedrich Grimm — grâce à Dieu, durant cette année, on a ouvert chez nous, à St-Petersbourg, dix écoles normales où apprennent plus de mille élèves. Vous pensez peut-être que j'éprouve le désir de me vanter devant vous ? » Il est certain, que le docte ami de Catherine II, étant donné sa nature, n'eut pas le courage de donner une réponse franche à sa glorieuse correspondante, car on ne trouve dans sa lettre à Catherine II que de basses flatteries, accompagnées de diverses demandes ce qui achève de nous le présenter sous un jour bien triste.

En réalité, la réforme de Catherine II sur les écoles populaires n'a eu d'autre résultat que la ruine des anciennes écoles et n'a rien donné à leur place.

Quant aux projets pour la création d'une Université en Ukraine, ils abondent au temps de Catherine II, même après la liquidation de la « Commission législative ». Ainsi dans son rapport à Catherine II, en 1781, le Comte P. Roumiantzev exprime le désir d'ouvrir à Hloukhiv une haute école militaire; en 1786 le Prince Grégoire Potemkine présente à Catherine II un plan de la ville de Katerinoslav accompagné d'un projet d'ouverture d'une Uni-

versité et d'une Académie des Arts et de la Musique. Le 16 Janvier 1786, le Sénat lui-même fait savoir que Catherine II a permis de bâtir une maison pour y loger un lycée grec et d'autres écoles, sur les terres qu'elle a données au Prince Potemkine à Ozerky, près de Katerinoslav. Ces écoles devaient dépendre de l'Université de Katerinoslav. En même temps le Gouvernement projetait de fonder une Université à Tchernyiv. Il est intéressant de noter que la commission du Comte Zavadovski, mentionnée plus haut, avait élaboré les statuts des universités et avait ainsi rédigé les conditions d'admission parce qu'on laisse à chacun la liberté de les acquérir et non pour les réserver aux seuls hommes libres. Le chemin de l'instruction s'ouvre à chacun pourvu que son esprit ne soit pas dérangé ». Il ne faut pas oublier que le Comte P. Zavadovski avait été un élève de l'Académie de Kiev.

Pourtant aucun projet pour l'ouverture d'une Université en Ukraine ne fut réalisé pendant le règne de Catherine II : sa politique centraliste fut toujours dirigée contre cette création d'une Université en Ukraine. C'est peut-être justement pour ce motif que le peuple ukrainien avait « un si grand penchant vers les sciences ».

Une caractéristique brillante de la situation de l'éducation nationale à la fin du XVIII^e siècle, sous l'Hetmanat, nous est donnée par un contemporain : « A présent, (c'était en

1786) comme il n'y a ni bons lycées, ni bonnes universités les nobles fortunés prennent des professeurs étrangers; d'autres envoient leurs enfants à Moscou, à St-Petersbourg, etc., dans les écoles des cadets, ou encore à l'étranger, de sorte qu'il ne reste presque plus dans les écoles latines ukrainiennes que les enfants des prêtres et autres membres des chapitres ». Comme on le voit la noblesse ukrainienne, de nouvelle souche, allait déjà avec joie à l'école officielle qui ouvrait le chemin des carrières d'Etat; elle voyait avec indifférence ruiner l'école nationale où elle se retrouvait auparavant avec les autres classes du peuple ukrainien ; elle ne protestait même pas contre les atteintes que le Gouvernement tzariste portait aux traditions du peuple ukrainien.

C'est à partir de ce moment que la voie de l'éducation nationale en Ukraine, uniforme autrefois pour toutes les classes, se divise en deux voies inégales : l'une, grande qui s'ouvre pour les classes privilégiées et l'autre, courte et étroite, pour la masse du peuple ukrainien.

C'est Catherine II que les Russes glorifient en tant que grande réformatrice de l'éducation nationale qui a donné par ses réformes le branle à cet état de choses.

Fin.

Prof. S. SIROPOLKO

La rentrée des classes en U.R.S.S.

La rentrée des classes en U.R.S.S. a lieu, tout comme au temps de l'ancienne Russie, le 1^{er} Septembre. Sous ce rapport les bolcheviks n'ont rien changé ; mais la rentrée des classes est une chose et les occupations en sont une autre, sans compter que les manuels et les livres scolaires constituent le principal. Les bolcheviks parlent en toute occasion de leurs incroyables « succès » dans le domaine de l'enseignement public, et dans le même temps, ils écrivent eux-mêmes, dans leur presse, l'état véritable de cet enseignement.

Il est donc intéressant de suivre cette question dans les colonnes de la presse moscovite au cours de ces derniers mois.

Commençons donc par l'école enfantine, tout d'abord par les jardins d'enfants. Que n'a-t-on pas écrit à ce sujet ? N'a-t-on pas dit que c'était là une question qui faisait honneur à la manière dont elle était posée ? — Malheureusement, nombre d'exemples et d'articles dont foisonne la presse communiste témoigne du contraire. Prenons par exemple le fait que les bolcheviks eux-mêmes demandent dans leur presse l'organisation de jardins d'enfants modèles. Rappelons à cet effet qu'en ce moment on construit une quantité de ces jardins dans l'Union et qu'ils ne peuvent être construits que d'après les projets élaborés par le commissariat central de l'Instruction Publique à Moscou. Nul n'a le droit de construire quoi que ce soit, en dehors de ces projets-types, œuvre de la Commission Architecturale dudit

Commissariat, approuvée par le camarade Boubnov.

Mais cette commission, pas plus que le camarade Boubnov ne peuvent donner de garantie formelle quant aux incidents qui peuvent se produire (*Izvestia* 20-8-37). Voici un fait entre tant d'autres :

Le trust « Turkmennapht » voulut construire pour les enfants de ses ouvriers, un jardin d'enfants. S'étant adressé au « Narkompros (Commissariat à l'Instruction publique), le trust en question reçut le projet demandé sous le N° 197, lequel devait être mis en exécution en 1937; mais il fallait au préalable l'approuver et faire un devis. Le Commissariat de l'Économie nationale du Turkménistan où ce projet avait été envoyé aux fins d'exécution le transmit à son conseil technique qui ne l'accepta pas pour la simple raison que les poêles avaient été prévus en dehors des murs et que la cuisine avait été disposée au centre de l'édifice et de trop petite dimension, et quant à sa ventilation, elle ne pouvait se faire que par le cabinet de toilette. Et c'est ainsi que le jardin d'enfants ne put être construit.

Il ressort de ce fait, et de bien d'autres encore, que de tels projets, venus de Moscou, sont tout à fait inutilisables sur place. C'est ainsi que la plupart du temps, les choses les plus usuelles font défaut, tels les hangars pour le combustible, les caves les locaux pour la glace, les lavoirs si nécessaires dans les jardins d'enfants; n'ont pas été prévus : le fini extérieur des murs, ni les clô-

tures, ni les terrains de jeux, etc. Tout cela est abandonné à la fantaisie des constructeurs.

L'auteur de l'article insiste sur la nécessité d'examiner tout ce qu'on appelle projets-types en général et d'y apporter les modifications nécessaires. « Le *Narkompros* se doit ensuite d'étudier de nouveaux édifices — jardins modèles à l'usage des heureux enfants de l'époque de la Constitution stalinienne ».

Il serait cependant intéressant de savoir quelle est la situation des enfants, après ces vingt années d'existence du régime, après ces criardes réclames, cette intempestive propagande sur les jardins d'enfants modèles en U.R.S.S. Disons que ces jardins sont pour les tout-petits ce qu'à Paris et en France nous appelons des écoles maternelles. Pour ce qui est des plus grands, la question se pose sur un autre plan, sur le plan de l'enseignement secondaire. Les locaux, ici encore présentent de nombreuses lacunes, exception faite des écoles construites dans les années qui ont précédé la grande guerre. Nous en avons suffisamment parlé dans notre revue pour ne pas y revenir; nous examinerons plutôt un autre côté de la question, celle des livres et manuels scolaires.

Il y a un mois, qu'avait lieu sur tout le territoire de l'Union ce qu'on appelle ici « la rentrée des classes ». C'est l'époque où les écoliers achètent tout ce qui leur est nécessaire pour leurs études. C'est ce que les bolcheviks désignent sous le nom de « zagatovki », c'est-à-dire d'approvisionnement. Voici donc devant les magasins de livres et de fournitures scolaires, les papeteries, de longues files d'enfants pour la plupart, atten-

dant leur tour. Ces enfants demandent tout ce qui leur est nécessaire et l'on peut voir bien souvent sur leur visage, un air de surprise (*Izvestia* 10-8-37). De la longue liste des livres destinés à la publication on n'en compte que 95 appelés à sortir, nombre évidemment bien restreint. (*Izvestia* 4-8-37).

Sur ce nombre 22 devaient être destinés aux écoles primaires et 73 aux écoles secondaires. En réalité on n'en trouve que 13 de la première catégorie dans les magasins de vente et 4 de la seconde. Les éditions pédagogiques du Commissariat de l'Instruction publique n'ont pas l'air de se hâter, comme on le voit, et le journal moscovite d'ajouter : « L'on pourrait croire que dans ledit Commissariat et dans ses sections se trouvent des novices qui ont été surpris d'apprendre que l'année scolaire commence le premier septembre.

En U.R.S.S., tout se fait sans hâte: les écoles ont besoin d'être réparées. Qu'importe. Dans la province de Kalinine par exemple, sur 548 écoles nécessitant des réparations, 127 seulement ont été réparées. Disons encore qu'il manque 164 instituteurs ou professeurs. Et voici que commence à naître l'idée de sabotage : on cherche les saboteurs; pour les trouver il faudrait les chercher au Commissariat même du « *Narkompros* ».

« Est-ce que l'innombrable armée de fonctionnaires du « *Narkompros* » (Commissariat à l'Instruction publique), demande le journal, brûlerait du désir de « faire amende honorable » à la fin de l'année scolaire, par devant le pays en raison des graves lacunes qu'offre ledit Commissariat ? Et pourquoi se préparer

au mois d'août et non aussitôt après la fin de l'année scolaire ?

Le journal signale encore que dans certaines Républiques, les Commissariats de l'Instruction publique sont déserts le matin, les employés ne faisant leur apparition que l'après-midi, contraignant ainsi directeurs et professeurs à attendre les fonctionnaires qui se reposent où se promènent, quelque part, loin de leur Commissariat.

Tout cela explique les faits signalés : l'absence de manuels, de programmes, de fournitures scolaires, etc., cela explique encore pourquoi les inscriptions des nouveaux élèves ne sont pas terminées en temps voulu, pourquoi la construction des nouvelles écoles et leur ameublement se font si lentement, pourquoi l'on a tant tardé à constituer des réserves de combustible pour le chauffage des écoles, etc. (*Izvestia* 10-8-37).

Pour ce qui est des manuels et autres livres scolaires nous avons déjà indiqué le chiffre de ceux dont on avait envisagé l'édition et de ceux déjà édités. Mais voyons plutôt où en est cette question dans les écoles de village. Pour elles, il leur fallait des alphabets, lesquels auraient dû être distribués ou achetés par les écoliers, le 10 août au plus tard. Mais ces alphabets n'ayant été donnés à l'impression que le 22 juillet ne peuvent être livrés à temps, pas même peut-être à la fin du mois d'août, veille de la rentrée des classes.

En ce qui concerne les manuels d'enseignement secondaire, 29 titres de ces manuels n'avaient pas encore été donnés à l'imprimerie, à la date du 4-8-37. Ce chiffre comprend quelques manuels qu'on n'a pas l'intention d'édition : ce sont de vieux ma-

nuels dont tiennent à se débarrasser les bolcheviks et qu'ils ne songent point à remplacer (*Izvestia* 4-8-37). Parmi ces manuels il faut citer les tables de logarithmes. Quoi de plus simple cependant que de les rééditer ? — Ces tables n'ont rien de communiste ni d'anticommuniste. Le manuel de géométrie n'a pas non plus été édité, et l'on se demande comment les élèves vont apprendre la géométrie sans manuel ? »

Les manuels de langues étrangères ne sont pas mieux favorisés. Prenons par exemple le manuel de langue française. « Sur 17 prévus dans le plan, l'on n'en compte que 2 ». Il semblerait donc que ces manuels auraient du paraître à temps. Il faut bien faire ressortir que sur les 39 millions d'exemplaires que comportait le tirage des manuels en général, à l'usage des écoles secondaires, 19 millions seulement ont été livrés. Que si l'on prend certains manuels séparément, on aura un résultat bien pis encore. C'est ainsi que le manuel de littérature à l'usage des élèves de 5-me qui comportait un tirage d'un million d'exemplaires n'est sorti qu'à un total de 225.000 exemplaires sur lesquels 67.000 seulement ont été livrés.

Ainsi voyons-nous jusqu'à quel point tout le travail, tout le plan du Narkompros et de ses sections sont embrouillés et chaotiques. Toutes ces sections et sous-sections sont en discussion entre elles, ne pouvant se mettre d'accord pour établir un plan unique et le mettre à exécution. Il serait, en réalité, difficile de l'exécuter alors qu'il manque de papier, de caractères d'imprimerie, etc.

Il est encore un côté de l'enseigne-

ment dont il n'a pas été parlé : c'est de la qualité des manuels. On sait combien un bon manuel facilite l'enseignement et qu'en Europe les manuels sont très perfectionnés. On sait aussi l'attention qu'on porte en Europe aux tableaux muraux en histoire et en géographie. La question de l'enseignement visuel est très importante ; elle joue un rôle de premier plan à condition d'une parfaite exécution sous le rapport historique ou géographique. Ce qu'on peut voir en Europe en fait, par exemple, de reconstitution de la vie de l'ancienne Egypte est la fidèle reproduction, à peu de chose près, de ce que l'égyptologie moderne peut fournir. Si une librairie européenne vend un tableau représentant un temple égyptien et un service divin, on peut jusqu'à un certain point, se fier à leur exactitude.

Il en est tout autrement en URSS. Les *Izvestia* du 21-8-37 décrivent comment au cours d'une réunion de pédagogues et d'artistes peintres, au mois de janvier dernier, il fut présenté un tableau qui devait représenter « l'économie d'un temple dans l'ancienne Egypte ». Lorsque les personnes assemblées virent ce tableau, ce furent des « éclats de rire » ; elles venaient d'apercevoir des personnages ressemblant à quelque épouvantail, occupés à un travail, impossible à déterminer ». L'autre tableau devait représenter « une chasse au mammoth » et ce mammoth était de dimensions si « fantastiques qu'il était impossible de le regarder ».

Les tableaux muraux scolaires consacrés à des scènes historiques sont encore dans un plus mauvais état. Dans ce domaine, les bolcheviks n'ont rien fait de nouveau. Ils se ser-

vent des tableaux d'avant la révolution et s'il en est qui aient été faits par des peintres communistes ils sont loin de la vérité historique.

L'auteur de l'article continue à critiquer l'enseignement par l'image et il estime que si on peut à la rigueur apprendre l'histoire par le livre, il est impossible de se représenter les multiples paysages de l'U. R. S. S. Nombre de rayons ne sont point représentés. L'essentiel, c'est que le tirage de ces manuels atteint à peine 30.000, et quant à l'atlas d'histoire ancienne, sorti récemment, on ne compte que 15.000 exemplaires.

Et l'auteur de citer en exemple, un rapport adressé au Narkompros : « Il faut rougir de honte lorsqu'on songe qu'avant la révolution on trouvait sur le marché 4.000 tableaux et tables, alors que jusqu'à ce jour il n'en a été édités que 220. Nous n'avons pu fournir à l'école 10 % de ce qui est indispensable comme assortiment et tirage (*Izvestia* 21-8-37).

Pour améliorer cette situation, l'auteur propose d'attirer au travail les peintres ayant travaillé en histoire et en géographie.

Telle est donc la situation en ce qui concerne les livres et manuels d'ordre général en U.R.S.S. Il est tout naturel que nous nous demandions quelle doit être la situation par nous désirable dans nos pays où sous l'ancien régime on n'y comptait même pas les 4.000 tables et tableaux en histoire dont il a été parlé.

Notre histoire n'a pas été enseignée ; au contraire on faisait tout pour en cacher l'existence. Il serait intéressant de savoir s'il existe un tableau scolaire représentant la défense de Gandja contre les Russes ? un tableau représentant la bataille

de la vallée d'Alazan contre le détachement du tsarevitch Alexandre ? Existe-t-il un tableau représentant la défaite des Russes sous Veden par Chamyl ? Y a-t-il un tableau où figurent les combats entre Turkmènes et Russes ?, entre Ukrainiens et les troupes de Pierre. Nous ne le croyons pas. Nous connaissons la situation qui est faite à notre école nationale, à notre langue maternelle. Nous savons parfaitement que nos tableaux historiques ne plairont jamais aux Russes, qu'ils soient blancs ou rouges.

Il est certain que la pénurie de manuels et de livres se fait plus grandement sentir dans les Républiques nationales, d'autant plus qu'il est des questions d'histoire et de géo-

graphie qui nous sont trop à cœur et qui non seulement ne seront point soutenues, mais encore interdites par le régime d'occupation russe. Les bolcheviks ne l'ignorent point et si, dans leur presse, ils parlent de manuels d'ordre général, il se gardent bien de parler de manuels en d'autres langues dans lesquelles ils devraient être traduits et édités ensuite. En d'autres mots, ce travail est double et en connexion avec lui, tout le système de désordre et d'effondrement est double aussi. Conséquemment, nos Etats souffrent doublement et la situation dans laquelle se trouve plongé l'enseignement public dans les Républiques nationales est bien plus pénible, bien plus lamentable.

A. A.



A travers les journaux

MOSCOU AUX PRISES AVEC LES PEUPLES OPPRIMÉS DE L'UNION SOVIÉTIQUE

M. le Dr Georg Leibbrandt donne dans le *Völkischer Beobachter* un résumé saisissant de la situation des peuples opprimés de l'Union Soviétique. Voici les passages essentiels de ce remarquable article :

Après les vagues de persécutions, suivies des fusillades des collaborateurs les plus proches de Staline, dans l'Etat, dans le parti et dans l'armée, un fait soigneusement dissimulé jusqu'à présent est devenu clair. Pour quiconque qui suit attentivement la presse soviétique, il saute aux yeux que, sur tout le territoire de l'Union, la persécution des fonctionnaires

dirigeants s'est effectuée sur une vaste échelle. Les habitants du pays qui couvrent la sixième partie de la terre, comme l'affirment avec tant d'emphase les bolcheviks eux-mêmes, éprouvent de l'horreur pour la « surveillance et l'épuration », car ils savent que, tous ceux qui, dans les coins même les plus reculés de l'Asie russe sont considérés comme suspects par Staline et sa clique, sont arrêtés, jugés, déportés ou fusillés. Bien que très réservée sur ce chapitre, la presse soviétique avoue de plus en plus que les accusés sont punis non seulement du fait de trotskisme ou de boukarinisme, mais aussi parce qu'ils sont séparatistes. Cette circonstance acquiert une importance au point de vue des nationalités. Il est curieux de constater que ce sont justement les

dirigeants communistes des républiques soviétiques, soi-disant autonomes, qui sont persécutés. Ils sont accusés de trahison et d'espionnage au profit du Japon, de la Pologne ou de l'Allemagne fascistes.

A l'approche des élections, cette accusation s'accroît dans la presse soviétique. Récemment la *Pravda* publiait un article à l'adresse des républiques autonomes, afin de les préparer pour ces élections et de leur dépeindre les attraits de la nouvelle constitution. Il y est carrément déclaré que les masses laborieuses ont accueilli avec enthousiasme la constitution stalinienne et que seuls les bourgeois-nationalistes nient son importance et sa magnificence. L'article rassure les lecteurs sur la fidélité des peuples de l'Union envers Moscou, mais il n'en conclut pas moins, qu'il est nécessaire d'accroître la surveillance, de suivre attentivement les faits et gestes des nationalistes et de les chasser des postes qu'ils occupent encore malgré les mesures déjà prises. L'article dévoile ainsi la nervosité des milieux dirigeants de Moscou, et on se demande pourquoi? — Eh bien, en voici l'explication, telle que nous la trouvons dans un article des *Izvestia* du 5-9-37, paru sous le titre: « Amitié sûre et inébranlable des peuples de l'Union ». Malgré le charivari pathétique dont l'article est rempli, on peut en dégager l'idée essentielle. Tout d'abord l'article s'efforce de prouver que l'Union est en mesure d'opposer au fascisme l'amitié de 160 millions d'âmes des peuples librement unis et animés d'une confiance réciproque. (Quelle est cette liberté d'union? — on peut en juger par la lutte ininterrompue que mène le pouvoir soviétique contre les peuples de la périphérie).

Après avoir parlé de la prospérité et de la vie heureuse de ces peuples, l'organe officiel passe, sans se soucier de la logique,

aux intrigues des « séparatistes ». Il y est dit textuellement: « les nationalistes ukrainiens, les dachnaks, les moussavatistes, les pan-turquistes, les pan-islamistes, les mencheviks géorgiens devenus nationalistes et les chauvins grand-russiens constituent une toute petite partie des forces qui luttent contre l'Union soviétique ». Puis il appert de l'article que les dachnaks exercent une grande influence en Arménie, tout comme les moussavatistes en Azerbaïdjan. Le mouvement pan-turquiste et pan-islamiste, en tant que religion et sang entrant en jeu, ne serait pas inconnu. Dans le domaine culturel littéraire et artistique les traîtres auraient réussi à s'emparer des postes importantes pour provoquer l'effondrement du pouvoir soviétique. Il est évident, d'après le journal, que d'innombrables accusés blancs-russiens et ukrainiens sont au service du fascisme germano-polonais... Plus les élections approchent, plus le pouvoir s'énerve. Malgré les mesures de précaution déjà prises, il craint que le mécontentement des peuples ne trouve son expression dans ces élections.

Tirons encore quelques exemples glanés dans la presse. Ces derniers temps, au Caucase, en Russie-Blanche, en Ukraine, des fonctionnaires responsables ont été déportés; d'autres comme Lubtchenko à Kiev, se sont donné la mort. Bien que possédant très peu d'informations sur les républiques soviétiques soi-disant autonomes, nous savons cependant d'après le *Izvestia* 21-9-37, que les nationalistes-bourgeois s'agitent aussi au Daghestan. En Géorgie, le président du conseil des commissaires du peuple a été inculpé d'avoir eu des relations avec une puissance étrangère en vue de rétablir l'indépendance de la Géorgie sous son protectorat. Dans la république des Bachkirs on a découvert également des nationalistes-bourgeois qui occu-

paient dans le parti et dans l'Etat des postes importants et qui menaient une politique subversive contre le pouvoir bolchévique (*Izvestia* 23-9-37). Si donc des agents fascistes germano-japonais ont eu le champ libre pour déployer leur activité, cela ne pouvait s'expliquer que par la négligence et la cécité politique des hommes responsables locaux. Toute une série de fonctionnaires nationalistes, c'est-à-dire, ci-devant communistes, sont relevés de leurs postes en attendant leur punition. Dans la république de Bachkirie, au commissariat de l'instruction publique, les nationalistes-bourgeois détenaient les rênes du pouvoir et ils édictaient des livres d'école tout imprégnés d'idées anti-soviétiques (*Izvestia*, 22-9-37). Un travail de sabotage semblable se faisait dans la république soviétique des Bouriates et des Mongols, où les communistes purs réussirent à arracher le masque aux nationalistes-bourgeois (*Pravda* 22-9-37). Là aussi les espions japonais et les esclaves du fascisme ont saboté les ordres de Moscou. Ils ont été relevés de leurs postes. Ainsi, la haine et l'hostilité contre Moscou s'accroît. On peut en juger par cette note officielle : « On mande du Daghestan, y lit-on, que les nationalistes, sous le masque du bolchévisme, ont chassé des écoles la langue russe pour y introduire à sa place la langue turque et la langue arabe. »

La *Pravda* (25-9-37) donne des détails susceptibles d'éclaircir le point de vue des esclavagistes moscovites. D'après ces informations, les nationalistes ukrainiens travaillent contre Moscou dans les musées. Cette bande de nationalistes-bourgeois détruit les documents de l'histoire ukrainienne parce que ces documents font foi que le peuple ukrainien et le peuple russe fu-

rent toujours unis. Quand on lit que ce sont des agents du fascisme germano-polonais qui ont pour but de détruire tout ce qui atteste la fraternité et l'union des peuples de Russie et d'Ukraine, on comprend parfaitement de quoi il s'agit. Si, d'une part, toutes ces mesures d'épuration tendent à préparer le terrain pour faire triompher aux élections les partisans de Staline, il est clair d'autre part, que nous sommes en présence d'une mesure générale établie à l'intérieur du pays. Nous avons affaire ici non pas avec la fameuse « autocritique », mais bien avec l'assertion officielle des organes officiels du pouvoir soviétique. Le gouvernement de Moscou reconnaît donc que les peuples subjugués se trouvent en état de guerre avec lui.

Pour quiconque qui sait lire la presse soviétique, il n'est pas difficile de comprendre que le gouvernement fait tout et fera tout pour étouffer dans l'œuf toute aspiration d'affranchissement des peuples qu'il opprime et qu'il réduira à néant tout mouvement de réveil national. Malgré vingt années de domination, malgré toute une armée d'agents qu'il entretient dans les républiques soi-disant autonomes et le régime infernal qu'il y a établi, le Krémolin n'a pas pu extirper de ces peuples leur conscience nationale. La réalité sanglante du régime soviétique a ouvert les yeux de ceux-là même qui, au début de la révolution, furent dupés par des promesses fallacieuses. Non seulement ils se sont détournés du bolchévisme, mais ils ont déclaré la guerre aux bolchéviks. Si Staline parle aujourd'hui de l'amitié des peuples de l'Union et de leur inébranlable fidélité à Moscou, la réalité soviétique, croyons-nous, est beaucoup plus concluante pour prouver le contraire.

CHRONIQUE

Géorgie

ROUSTAVELI A L'ECRAN

Le poème immortel *L'Homme à la peau de Léopard* du grand écrivain géorgien Chota Roustavéli (XII-ème siècle) inspire les compositeurs, les dramaturges, les scénaristes. Actuellement le compositeur moscovite N. Narimanidzé travaille à un opéra *L'Homme à la peau de Léopard*.

Le film *Kadjétie* (metteur en scène K. Mikaberidzé) qui passe dans de nombreux cinémas, a été la première tentative de mettre le poème à l'écran.

Tout le film est basé sur un des épisodes principaux de *L'Homme à la peau de Léopard* : la prise de la forteresse de Kadjetie. La bien-aimée de Tariel, l'un des personnages principaux du poème, la belle Nestane Darédjane est prisonnière dans la forteresse. Cet épisode renferme l'idée principale du poème sur la grandeur des sentiments d'amour et d'amitié. Une profonde amitié unit les deux héros Tariel et Avtandil ; ils sont prêts à se sacrifier l'un pour l'autre. Leur amour ardent pour leurs bien-aimées Nestane Darédjane et Tinatine revêt la même grandeur.

Roustavéli a des accents magnifiques pour définir l'amitié :

« Voici les chemins à suivre pour que dans le cœur de l'ami ne s'éteigne pas la flamme de l'amitié :

« Le premier, c'est d'être toujours avec lui, le suivre partout.

Le deuxième, c'est de mépriser les

richesses, de réjouir l'ami par ses dons.

« Le troisième, c'est d'être un soutien pour l'ami à l'heure où le danger menace.

Fidèles aux lois de l'amitié, les héros surmontent les durs obstacles, supportent d'horribles épreuves, mais ne se rendent pas et la victoire leur appartient. La beauté de Darédjane captive est l'astre qui brille sur la route de Tariel.

La redoutable forteresse est prise et Darédjane est rendue à Tariel. Cet épisode se termine par un vers admirable :

L'heure du revoir est douce.

A celui que la séparation fait languir.

Les sites merveilleux de la Géorgie, les montagnes, les forêts, les gorges, les torrents, le château ancien dans les montagnes, prêtent au film, au dire des journaux soviétiques, un caractère émouvant de féerie, de même que les costumes pittoresques des combattants moyenâgeux et les pierreries étincelantes qui couvrent les femmes.

Les acteurs Kokhta Karalachvili (Tariel), Dadiani (Avtandil), Khopéria (Fridon) incarnent brillamment la noblesse des chevaliers, la vaillance, la volonté inflexible, tous les traits qui caractérisent les héros qu'ils représentent.

Thamar Tzitzichvili qui interprète le rôle de Nestane Darédjane est très belle et son charme est infini.

Azerbaïdjan

L'art musical : — Après toute une série d'essais dirigés contre la scène e. la musique nationales d'Azerbaïdjan, les bolcheviks en sont venus à la conclusion que la musique populaire azerbaïdjanienne doit servir de base à tout ce qui a trait à l'art musical dans le pays.

Le professeur Gliév, venu tout spécialement à Bakou dans le but d'étudier la musique populaire a trouvé des réserves inépuisables de matériel musical dont il faut absolument tirer parti.

Les bolcheviks, cependant, ont oublié que ces réserves ont déjà été en partie utilisées dès l'année 1907 lorsque pour la première fois apparut sur la scène musulmane l'opéra du compositeur azerbaïdjanien connu Ouzeïr bek Hadjibeyli. Il convient d'ajouter qu'en ce moment son nouvel opéra « Ker Oghlou » est représenté sur la scène azerbaïdjanienne depuis le 30 avril de cette année.

Dans son article paru dans le *Kommounist* du 29-4-37, Ouzeïr bey parle de la nécessité d'utiliser la musique populaire d'Azerbaïdjan. De toute évidence, il l'a bien étudiée, aussi toute sa musique est précisément basée sur des motifs populaires de notre pays ; c'est pourquoi s'il y a eu des retards dans ce travail, la faute en est à la propagande bolcheviste qui n'admettait rien de national. Rien d'étonnant par conséquent que l'opéra fût en veilleuse. De nos jours toutefois, après cette « consécration », du savant russe, nos compositeurs reçoivent une impulsion nouvelle pour leurs travaux.

L'armée : Il n'est pas sans intérêt de savoir qui commande les détachements azerbaïdjaniens de l'armée rouge. Le *Bakinski Rabotchi* du 28-4-37 fournit une liste des commandants des détachements appelés à prendre part à la revue du 1^{er} Mai. Or, fait digne de remarque, seuls les journaux de langue russe publient cette liste, la presse turko-azérie n'en faisant point mention.

Le commandant de la garnison de Bakou est le « Komdiv » (Commandant de division) Kaufeld ; le commandant de la place est le major Alkaev, le commandant de l'école d'infanterie est le capitaine Tikhomirov, le préfet du police est M. Tzinsar.

Comme on peut le voir, la République soviétique « indépendante » d'Azerbaïdjan ne compte pas un seul azerbaïdjanien à un poste de commandement dans l'armée.

Sur le front antireligieux : Le nouveau commissaire à l'instruction publique Memed Sadik Efendi Zadé a publié un article dans le *Bakinski Rabotchi* du 9-5-37 sur la propagande antireligieuse en général, et en Azerbaïdjan en particulier.

D'après l'auteur, le communisme a de tout temps mené une lutte acharnée contre la religion ; il s'agit à présent, de mettre à profit la nouvelle constitution et de renforcer cette propagande, attendu, ajoute-t-il, que le mouvement religieux commence à relever la tête et qu'il faut le mater dès le début. Cette propa-

conde doit être menée par le comissariat de l'Instruction publique auquel incombe le devoir de l'organiser avec méthode.

Nous pouvons à notre tour constater que dans le « pays le plus démocratique », possédant la constitution « la plus démocratique », la propagande antireligieuse est faite par les organes officiels du pouvoir avec l'appui du Gouvernement.

■
A l'Université : Les cadres de professeurs de la section historique de l'Université ne sont pas encore entières.

Ukraine

Hommage des parlementaires ukrainiens de Pologne à la mémoire de S. Petlura.

Le Président de la Représentation parlementaire ukrainienne de Pologne et vice-président de la Diète de Varsovie, V. Moudry, venu à Paris pour prendre part aux travaux de l'Union Interparlementaire, est allé s'incliner, le 5 Septembre, devant la tombe du Président de la République Démocratique Ukrainienne, S. Petlura, au cimetière Montparnasse, et a déposé sur celle-ci une magnifique couronne de fleurs, garnie de rubans aux couleurs nationales ukrainiennes et portant l'inscription suivante: « A l'Inébranlable combattant pour l'indépendance, S. Petlura — la Représentation Parlementaire ukrainienne, le 5 Septembre 1937 ».

M. le Président V. Prokopovitch, M. le Professeur de l'Université ukrainienne de Prague A. Yakovliv, M. le Sénateur ukrainien au Sénat polo-

nement organisés. Le programme doit comporter des cours d'histoire de l'U.R.S.S., d'histoire des classes, d'histoire de l'Azerbaïdjan et de la Transcaucasie. Or, au cours de l'année scolaire 1936-1937 il n'a été fait qu'une seule fois un cours sur ces matières.

En connexion avec ces informations parues dans le *Kommunist* du 14-6-37, nous ne pouvons qu'exprimer notre étonnement de voir que des matières si importantes, d'une portée considérable, n'ont pu jusqu'à ce jour trouver place dans l'organisation des cours.

nais O. Lucki, M. le député polonais à la Diète polonaise, comte Choinski-Diduszicki, M. le général O. Oudovitchenko, Président de l'Union des Combattants Ukrainiens en France, M. N. Choumitsky, Président de l'Union des Emigrés Ukrainiens en France, et un grand nombre de membres de la colonie ukrainienne de Paris, ont assisté à la cérémonie. La presse ukrainienne était représentée par M. S. Netchaï, rédacteur au *Trident* (Paris) et M. le Dr. Studinsky, rédacteur au *Dilo* (Lviv), la presse polonaise par M. Svencicki, directeur de l'Agence Pat à Paris.

En déposant la couronne sur la tombe, le Président V. Moudry a prononcé le discours suivant : « Je dépose cette couronne sur la tombe de l'inébranlable combattant pour l'indépendance de l'Etat Ukrainien, S. Petlura, de la part de la Représentation ukrainienne à la Diète polonaise. Je voudrais que cet instant symbolise l'union de tous les Ukrai-

niens dans leur lutte pour la résurrection de l'Indépendance ukrainienne; qu'il soit une preuve éclatante de l'effort commun de la nation ukrainienne dans la lutte pour son idéal suprême — l'Indépendance de l'Etat Ukrainien ».

Le chœur de l'Union des Combattants Ukrainiens exécuta alors un chant funèbre; les drapeaux s'inclinèrent devant la tombe pour une minute de silence, qui marqua la fin de cette cérémonie pleine d'un sens profond.

BIBLIOGRAPHIE

MARC SLONIM.

« *Les onze Républiques Soviétiques* » avec 7 cartes. Payot, Paris, 1937. 291 pages. Prix 25 francs.—

L'auteur a entrepris là un énorme travail en voulant donner un aperçu historique et géographique de chacune des Républiques, membres de l'U.R.S.S. Il faut bien d'ailleurs reconnaître qu'il s'en est tiré assez honorablement. Mais malgré ses qualités incontestables, ce livre a aussi de grands défauts. Le plus grand est que l'auteur du livre est russe et qu'il a, comme tel, malgré son objectivité, des conceptions historiques et politiques purement moscovites. Il connaît l'histoire des autres peuples de l'U.R.S.S. seulement d'après des sources russes et sous l'angle de la science moscovite qui a adopté bien des préjugés impérialistes. Ce défaut se remarque surtout dans l'introduction où il exprime des idées générales et où il balance entre l'objectivité et son impérialisme inné, ce qui l'amène à se contredire lui-même.

Nous pouvons en donner des preuves : au début de l'introduction l'auteur écrit : « Et lorsqu'on se perd dans des théories plus ou moins

ingénieuses sur « l'âme russe » ou la « psychologie soviétique », à quelle des cent deux nationalités de l'Union songe-t-on ? ». Conséquemment, l'auteur ne conteste pas la non-homogénéité de l'U.R.S.S. Pourtant à la fin, l'auteur exprime, malgré tout, sa foi profonde dans la « grande et indivisible Russie » : « l'unité du régime social, politique et économique, dit-il, rapproche chaque jour davantage les peuples qui forment l'Union, et il est indiscutable qu'à côté du sentiment national ou régional très aigu qui se manifeste surtout dans les Républiques caucasiennes, dans celles de l'Asie centrale ou en Sibérie, croît et se fortifie une espèce de « patriotisme Soviétique », une sorte de lien qui unit les divers éléments de cet Etat qui, malgré son extrême variété, se présente au monde comme un bloc monolithique et solide. »

Disons simplement que cette conclusion de l'auteur est en pleine contradiction avec sa propre constatation et la réalité. Rappelons-lui que la Russie tzariste a opprimé les allogènes pendant des siècles et qu'elle a réussi seulement à créer une mince couche de bureaucrates impériaux et d'intellectuels dépayés. Il

serait bien étonnant de voir les bolcheviks moscovites créer une « unité » et un « bloc » là où les tzars ont échoué après des siècles d'oppression.

Poussé par son optimisme moscovites l'auteur exagère aussi dans sa caractéristique du fédéralisme bolchevik : « Ce système fédéral dans lequel, comme nous l'avons vu, le pouvoir central dispose de droits très étendus, laisse cependant assez de liberté aux différents membres de l'Union dans le domaine national, culturel et de self-administration locale ».

Je ne crois pas que quelqu'un prenne au sérieux ce panégyrique du fédéralisme russo-bolchevik.

Une autre faute grave nous frappe encore : l'auteur donne des statistiques soviétiques sans aucun commentaire et sans prévenir le lecteur qu'elles sont rarement véridiques. Le lecteur trop crédule pourrait s'imaginer qu'elles ont la même valeur qu'en Europe Occidentale.

En conséquence ce livre peut être utile seulement au lecteur avisé, versé dans les choses russes et non pas aux étrangers, auxquels l'auteur a destiné son livre.

I. K.

■

« *Les œuvres libres* » recueil mensuel, N° 195 — Septembre 1937. Librairie Arthème Fayard. Paris.

On trouve publié dans ce volume « Un dictateur cosaque au XVII^e siècle » (Variété historique inédite) de M. Jean Merilys. Il s'agit de Bohdan Khmelnytzky, illustre Hetman de l'Ukraine dont la grande figure a

suscité naguère tant d'écrits en Europe Occidentale et en France en particulier. L'œuvre de M. J. Merilys est significative en ce sens qu'elle marque le réveil de l'intérêt pour l'Ukraine en France. Mais elle montre malheureusement aussi que l'étude de l'histoire de l'Ukraine en France n'a pas avancé d'un pas depuis les études de Chevalier, Boplan, Salvandi et d'autres. M. J. Merilys fait les mêmes fautes de terminologie historique et géographique qu'eux et les mêmes erreurs se retrouvent dans ses conceptions politiques. Les sources ukrainiennes lui manquent évidemment, telles que les œuvres de Kostomarov, de M. Hrouchevsky et de beaucoup d'autres historiens ukrainiens qui ont étudié l'époque de Bohdan Khmelnytzky et la figure du grand Hetman.

■

ANDREW SMITH.

« *J'ai été ouvrier en URSS (1932-1935)*. Paris. Librairie Plon.

C'est un récit poignant et profondément honnête d'un simple ouvrier américain qui a été amené en URSS par son idéal socialiste ardent et qui en est sorti écœuré et dégoûté par tout ce qu'il y a vu.

Son récit simple et vivant fait comprendre la vie « socialiste » en URSS mieux que n'importe quel grand reportage.

En voici la conclusion : « Aussitôt la frontière passée, j'eus l'impression de sortir des ténèbres d'un cachot infernal et d'arriver en pleine lumière ».

E5114E
1937

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
